



La laïcité est-elle exportable ?

Café Laïque « Laïcité, Laicidad, Secularism ! »

17 novembre 2021, en collaboration avec l'association Le Chevalier de La Barre

Conférence introductive, par Renée Fregosi,
Docteur en philosophie et en sciences politiques

- Directrice de recherche honoraire à l'Institut des hautes études de L'Amérique Latine de Paris 3 Sorbonne Nouvelle
- Ex-Directrice de l'institut du PS,
- Essayiste

Membre du Conseil d'administration d'Unité Laïque

On entend souvent affirmer que la laïcité serait une spécificité française pour en minimiser la portée, en relativiser l'importance et en fait en rejeter le principe. Les défenseurs de la laïcité doivent par conséquent répondre sérieusement à cette question ou plutôt à cette « remise en question ».

Il est vrai que l'esprit laïque est plus particulièrement né en France, avec la philosophie libertine et la philosophie des Lumières des 17^{ème} et 18^{ème} siècles, bien avant la Troisième République et la série des lois laïques entre 1880 et 1906 (fondamentales mais auxquelles on résume trop souvent la laïcité).

Comme tout concept, la laïcité a une origine. Cependant, comme la démocratie née en Grèce ancienne au 5^{ème} siècle avant JC ne se cantonne pas à ce lieu et à ce temps, loin d'être propre à la France moderne la laïcité est un principe universalisable, exportable partout, « appropriable » en tout lieu, aujourd'hui comme hier et demain. Et ce, pas seulement en droit, théoriquement, mais dans les faits.

Ces derniers mois, une campagne politique s'est développée au Brésil et dans d'autres pays d'Amérique latine à propos de la politisation supposée de l'enseignement. La droite et notamment Bolsonaro en a fait un de ses thèmes favoris puisque ce serait « la gauche » (anciennement appelée du terme générique de « communisme ») qui serait coupable de cet idéologisation de l'enseignement, de cet endoctrinement des enfants. En mars dernier, le débat a rebondi en Uruguay à partir d'une polémique provoquée par la publication sur le net d'une photo montrant des enseignants dans une manifestation politique.

Or un article de presse analysant le débat commence ainsi : « L'Uruguay a sa propre conception de la chose laïque ; cependant, les discussions locales rejoignent celles qui se développent dans la région eu égard à des offensives de certaines autorités contre les opinions supposées être diffusées dans les salles de classe ».

Le propos pourrait être tenu en France. Mais en quoi la laïcité serait-elle donc en question ici dans cette histoire de politisation de l'école ? La laïcité n'est-elle pas « la séparation du religieux et du politique », ou encore « la liberté de croire ou de ne pas croire » ? Justement non, ou plus exactement pas seulement.



On est là au cœur du sujet : la laïcité telle qu'on peut l'entendre en France et en Uruguay manifestement, mais on le verra ailleurs aussi, ne se résume pas forcément à la sécularisation de l'Etat. Il n'est certes pas indifférent que « laïcité » se traduise généralement par « *secularism* » en anglais et par « *Säkularismus* » en allemand. Mais si l'origine de l'opposition entre deux conceptions de la laïcité restrictive ou extensive peut correspondre à une différence historique et une répartition géographique entre pays de culture anglo-saxonne et pays de culture latine, aujourd'hui, la conception anglo-saxonne est largement répandue et combat la conception dite « française » ou « uruguayenne ».

Mais dans un premier temps, faut-il peut être revenir sur la distinction entre les notions de sécularisation et de laïcisation en rappelant :

1. Le grand mouvement de sécularisation

Dans l'histoire occidentale, les États nationaux se sont construits à la fois contre la forme impériale, la féodalité et le pouvoir papal. Ce fut le début d'un long mouvement de sécularisation, le politique tendant à appartenir de plus en plus au pouvoir temporel, celui qui est de nature « séculière » (du latin *saeculum* « temps », « âge », « siècle ») par opposition au spirituel qui relèverait de l'éternité et de l'immuable.

Ce mouvement qui s'étale sur plusieurs siècles (des 12^e-13^{ème} siècles aux 18^e-19^{ème} siècles) en Europe a été en accéléré dans les mouvements d'indépendance en Amérique latine ou dans le monde musulman avec les nationalismes arabes. Ainsi, Atatürk dans les années 20 et plus tard, Mossadegh puis le Shah en Iran, Nasser en Egypte ou Bourguiba en Tunisie ont provoqué une brusque sécularisation à travers la construction nationale de leurs Etats.

Mais si la laïcité implique nécessairement la sécularisation du pouvoir politique, elle ne se résume pas à ce phénomène. La laïcité ne limite pas au caractère non confessionnel de l'Etat et à l'indépendance du pouvoir politique par rapport au religieux, mais concerne également la société et la relation que l'Etat entretient avec elle.

C'est pourquoi l'éducation est un enjeu majeur du combat laïque. Il s'agit pour l'Etat de poser les conditions de possibilité de la libre pensée pour chaque citoyen et par conséquent, en l'occurrence historique, de prendre au pouvoir clérical l'ascendant sur les esprits (la liberté religieuse n'étant qu'une conséquence de la liberté de conscience).

Au demeurant, si le maître n'est plus le religieux, la possibilité d'instrumentalisation politique n'est pas exclue pour autant de l'enseignement. C'est pourquoi d'ailleurs, le terme d'« instruction publique » avait été inauguré par la Révolution, Condorcet ayant plaidé contre la notion « d'éducation nationale » comportant selon lui un risque de transformation de l'instruction en endoctrinement, sous prétexte d'éducation.

Mais les mots ne suffisent pas à éloigner le risque qui existe toujours. Ainsi la République elle-même a parfois succombé à la tentation de la propagande, notamment avant et pendant la première guerre mondiale, l'école diffusant une idéologie nationaliste belliciste, revancharde et xénophobe. La protection de la mission émancipatrice de l'école reste une préoccupation constante du combat laïque contre toute forme de propagande qu'elle provienne de religions théologiques ou de religions séculières (selon l'expression



de Raymond Aron pour qualifier les totalitarismes du 20^{ème} siècle et le bolchevisme en particulier).

Ainsi aujourd'hui la diffusion dans l'enseignement en France et ailleurs (surtout dans les universités pour le moment) d'une idéologie multiculturaliste et diversitaire allant de la bien-pensance au wokisme le plus dur est bien réelle. Et la déconstruction de l'instruction publique sur la base du paradigme déficitariste au motif qu'il ne faut pas humilier les nouveaux damnés de la terre que sont les enfants d'immigrés, constitue un véritable problème dans l'enseignement primaire et secondaire.

Le voilement des femmes est alors devenu le point de cristallisation du combat laïque où s'affrontent toutes les positions.

Ainsi en Amérique latine, où malgré un nombre très faible de musulmans au sein des populations, la question du voile enflamme la vie politique presque aussi intensément qu'en Europe. En 2011, la présidente argentine Cristina Kirchner, se revendiquant du péronisme « de gauche » s'est donc rangée du côté des musulmans et a fait le jeu des islamistes en faisant adopter une loi autorisant le port du hijab sur les photos de la carte d'identité. Tandis qu'en 2015, l'ancien président uruguayen Julio Maria Sanguinetti déchaînait les passions en affirmant qu'il faut interdire le voile à l'école car « le voile transforme l'école en lieu de division » et qu'il « est absolument faux de dire qu'interdire le voile à l'école serait blesser la liberté religieuse ».

Cette similitude dans le débat actuel entre la France et l'Amérique latine n'est pas seulement un effet de la mondialisation actuelle et de l'offensive d'islamisation tous azimuts, elle a son origine dans l'histoire.

2. Le *laicismo* en Amérique latine

Le combat laïque en Amérique latine comme en France s'est organisé à l'origine contre l'emprise de l'Eglise catholique à la fois sur le politique, sur la société et sur les esprits.

Par ailleurs, le mouvement dit du *laicismo* qui se développa au tournant des 19 et 20^{ème} siècles l'a fait en référence explicite au concept juridique français de laïcité lorsqu'à la même époque la III^{ème} République inscrivait ce principe dans la loi. Toutefois, c'est dans un contexte totalement indépendant de toute ingérence française que certains pays d'Amérique latine ont adopté un corpus juridique similaire.

Si historiquement, l'Eglise catholique a joué un rôle prédominant dans toute la région à partir de la Conquête au 15^{ème} siècle, avec les indépendances (1810-1848 grosso modo), s'est posé partout la question de la place de la religion dans les nouveaux Etats.

Que ce soit avec Bolivar au Nord, San Martin et O'Higgins au sud, ou plus tard au Brésil et au Mexique après des épisodes impériaux, tous choisirent la forme d'Etat républicain. Mais les dites « républiques oligarchiques » ont connu de nombreux conflits internes, notamment entre libéraux laïques souvent francs-maçons, adhérant plus ou moins aux idées des Lumières, et conservateurs cléricaux, attachés à l'ancien ordre colonial et à la hiérarchie des races.



Globalement on peut alors distinguer deux types de situations quant au rapport à la religion à partir du 19^{ème} siècle : principalement au Pérou et en Amérique centrale, l'Eglise catholique a maintenu, et ce jusqu'à aujourd'hui, une grande influence sur le milieu politique, tandis qu'au Mexique et dans le Cône sud, tout particulièrement en Argentine, au Chili et en Uruguay, un fort courant laïque a « modernisé » la vie politique et les institutions.

(je laisse de côté Cuba qui à partir de 1959 va basculer dans un type particulier de laïcisme qui relève de la concurrence entre Eglises dogmatiques : bolchevique contre catholique)

Au Mexique, la « Grande Révolution » entre 1917 et 1920 a une dimension clairement anticléricale, se définit explicitement comme laïque et réaffirme la séparation de l'Eglise et de l'Etat dans la Constitution (toujours en vigueur). Dès les années 1850 déjà, des lois laïques avaient été promulguées : 1855, vente des biens de l'Eglise, 1857, le Mexique rompt ses relations diplomatiques avec le Vatican à propos de la fin du monopole catholique de l'enseignement, 1859, loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Au Chili, la lutte laïque qui a commencé dans les années 1830, a été moins frontale et l'Eglise a toujours gardé une grande influence non seulement sur les mentalités mais aussi dans les institutions. Pourtant un grand mouvement intellectuel à travers des revues et des débats politiques s'y était développé. Et dès 1842, le monopole catholique de l'éducation est aboli de fait avec la fondation de l'Université du Chili, des écoles publiques primaires et secondaires et des instituts non confessionnels de formation des maîtres.

Puis, les dites « lois laïques » votée entre 1880 et 1890 ont ravi à l'Eglise ses prérogatives institutionnelles : l'Etat assume désormais l'état civil (naissance, mariage, décès incluant la gestion des cimetières). Mais dans l'éducation notamment, l'Etat fait au mieux jeu égal avec les établissements confessionnels (qui restent très nombreux et très attractifs) et l'enseignement religieux reste dans les programmes de l'école non confessionnelle.

C'est pourquoi les défenseurs de la laïcité de l'Etat comme le libre penseur José Guillermo Guerra considéreront que l'Etat chilien ne peut pas être qualifié de « laïque ». Car si la Constitution de 1925 réaffirme la séparation de l'Eglise et de l'Etat, elle la refonde dans un concordat implicite avec le Vatican (même si aucun texte formellement ne sera finalement acté).

Et avec la création du parti de la Démocratie-chrétienne en 1957 puis les suites de la doctrine sociale de l'Eglise dans les années 60 et l'implication de l'Eglise catholique chilienne dans la défense des droits de l'Homme sous la dictature pinochétiste, la lutte laïque se trouvera encore compliquée.

En Argentine, dans la même décade 1880-90, sont également votées les lois explicitement dites « laïques » : la « loi des cimetières » abolit en 1883 la discrimination entre religions pour les sépultures, « la loi nationale de l'éducation obligatoire, gratuite et laïque » et la création du Registre civil en 1884, la loi du Mariage civil en 1888.

Par la suite cependant, l'Eglise catholique a regagné du terrain en réinstaurant une relation privilégiée habile avec le pouvoir politique. En Argentine, l'Eglise officielle est liée aux milieux politique et militaires ultra conservateurs d'extrême-droite qui à partir des



années 20-30, se structure peu à peu autour d'une idéologie, le national-catholicisme. Les quelques prêtres influencés par la théologie de la libération apparue dans les années 60, seront persécutés sous la dictature de Videla avec la bénédiction de la hiérarchie catholique qui accompagna et soutint la répression sanguinaire du régime.

C'est alors sans doute en Uruguay que le combat laïque obtiendra sa plus complète et durable victoire. Dans un processus lent mais résolu et accompagné par une large réflexion et des débats entre intellectuels, l'Uruguay adopta une série de lois de séparation de l'Église et de l'État entre 1903 et 1911 sous les deux présidences de José Batlle qui furent confortées par ses successeurs dans la Constitution de 1918. Ces dispositions touchant tant à l'état civil bien sûr et à l'éducation qu'à la gestion des hôpitaux. A noter que dès 1907 le divorce est institué avec possibilité pour les femmes de l'obtenir par leur seule volonté dès 1913.

En Uruguay, même sous la dictature civico-militaire entre 1972 et 1984, la laïcité des institutions et leur cadre démocratique lui-même n'ont pas été formellement abolis. Contrairement au recul systématique du *laicismo* dans sa plus large acception, qui se produisit pendant les autres dictatures de la région (sauf le cas particulier de Cuba) notamment dans les années 70.

3. L'actualité du combat laïque

Dans la première période du *laicismo* latino-américain, le combat laïque était donc centré comme à la même époque en France sur sa dimension institutionnelle : il s'agissait de séparer l'Église de l'État et donner à celui-ci la force de former des citoyens et des défenseurs de la nation également, pas sans arrière pensée militariste et guerrière d'ailleurs. Comme en France (guerre de 1870) l'Amérique latine dans les années 1860-80 a connu des guerres féroces entre pays frontaliers (Guerre de la triple Alliance : Argentine et Brésil contre le Paraguay 1865-1870, Guerre du Pacifique : Chili contre Pérou et Bolivie 1879-1884).

Car la laïcité va de pair avec la démocratie. Le combat laïque en Uruguay s'était ainsi articulé étroitement avec une démocratisation de la vie politique basée sur une forte institutionnalisation des partis politiques et leur relation pacifiée à travers une coopération dans l'exercice gouvernemental.

Au Chili, la révision de la Constitution relance aujourd'hui le combat laïque, comme en témoigne de nombreux articles et débats par exemple le titre d'un article de juin 2021 : « Necesidad del laicismo en el Chile de mañana » (El Mostrador, Rogelio Rodríguez) ou encore en avril 2020 : « Un país religioso: La relación del Estado y la iglesia en la discusión constitucional » (La Tercera, Maximiliano Vega).

La laïcité est explicitement défendue aujourd'hui ailleurs qu'en France ou qu'en Amérique latine, notamment dans les régions que les islamistes considèrent comme Dar al Islam (« Terre d'Islam ») que ce soit en Iran, en Algérie ou au Kurdistan syrien notamment. Si le combat laïque s'est d'abord construit contre le catholicisme, au 20^{ème} siècle, c'est contre les courants théocratiques islamiques que la laïcité a repris vigueur.

Lorsque les gouvernants nationalistes en pays de traditions musulmanes ont encouragé voire obligé les femmes à quitter le voile traditionnel, ils se revendiquaient laïques à juste



titre. Malheureusement, leur penchant autocratique, l'autoritarisme de leurs régimes a in fine favorisé par différentes voies, le retour du refoulé islamiste dans leur pays respectifs.

Mais aujourd'hui, face à la violence et à l'influence à nouveau grandissante des islamistes, ce sont les démocrates qui se réclament de la laïcité et la réclament. Ainsi dans le journal algérien El Watan, un article de l'écrivain journaliste Tarik Djerroud commentant à l'été 2019 les manifestations de jeunes contre le régime : « La laïcité est une morale dans toute sa splendeur, une valeur qui rend la société vivante et optimiste. La laïcité est une chance pour l'Algérie, l'une des meilleures certainement. Et il n'y a que les rentiers de la religion qui refusent la laïcité, il n'y a que les salafistes, les forces de la décadence en somme pour refuser la sécularisation du droit civil et rendre la foi à la seule appréciation du cœur humain ».

Et on pourrait citer sans fin également Boualem Sansal ou Kamel Daoud. Mais pourriez-vous me dire, ce ne sont là que des traces du colonialisme français. Alors citons par exemple Reza Pahlavi dans une interview au Figaro en 2008 : « Vingt-huit ans déjà que je suis engagé dans un combat pour la laïcité et la démocratie en Iran ». Aïe, là encore, on va me dire mauvaise pioche, « un suppôt de l'impérialisme américain » ! Mais Farzad Madadzadeh, militant iranien des droits de l'Homme utilise lui aussi le mot : dans une interview au Huffington Post en 2016 « En Iran, la jeunesse est éprise de liberté et de laïcité ».

Et surtout les combattantes kurdes de Syrie, héroïnes modernes, se proclament résolument laïques. Leur parti, le PYD (Parti de l'Union Démocratique) a été créé en 2003 sur des bases démocratiques et libertaires. Avec le PKK turque et l'UPK irakienne (Jalal Talabani versus Barzani proche d'Erdogan) desquels il est proche, c'est le seul parti de la région se réclamant du féminisme et de la laïcité.

Il existe en effet une cohérence entre les luttes laïques et luttes pour la libération des mœurs et l'égalité hommes/femmes. Dans les combats en faveur de la laïcité aujourd'hui, ces revendications sont toujours très présentes comme on le voit bien en Amérique latine notamment.

Ainsi, la lutte pour la légalisation de l'avortement a donné lieu à une redynamisation de la lutte laïque, du laicismo contemporain. S'est ainsi beaucoup mobilisée l'organisation Coalición Argentina por un Estado Laico (CAEL), regroupe les associations suivantes dont les noms sont parlant : Ateos y Ateas de Mar del Plata, la Federación Argentina Lesbianas, Gays, Bisexuales y Trans (FALGBT), Apostasía Colectiva «No en mi Nombre», la Campaña Feminista por un Estado Laico, las Católicas por el Derecho a Decidir, Entre Ríos Laica, La Colectiva y la Mesa por la Igualdad de Neuquén.

Et bien sûr l'Uruguay reste encore le pays le plus avancé de la région dans toutes les dimensions de la laïcité : dans les institutions jusqu'à instaurer par la loi en octobre 2017 un jour de la laïcité (en mémoire de José Pedro Varela, promoteur de l'enseignement laïque non confessionnel et émancipateur, qui associa explicitement la démocratie à l'éducation. En 1877 la loi sur l'Éducation Commune est officialisée comme « Éducation nationale populaire, gratuite, laïque et obligatoire ») ;



dans la libéralisation des mœurs : IVG libre modalités françaises et mariage homosexuel depuis plusieurs années ;
dans l'accent mis sur liberté individuelle : vente libre cannabis...

Toutes ces revendications laïques ne sont pas des hasards ou des malentendus. Elles sont le fait d'intellectuels et d'acteurs politiques autonomes et déterminés, et le fruit d'une histoire, celle de la circulation et du partage des idées et des pratiques politiques à travers le monde et ce, bien avant la globalisation du monde contemporain.

Le concept de laïcité repose en effet sur le postulat universaliste de la capacité de tout être humain à s'émanciper des emprises religieuses et idéologiques en général et des autorités de tutelle. Cela, par l'usage de la raison et l'aptitude à la liberté. Le combat laïque contre l'esprit de soumission, la tentation de la servitude volontaire et tous les acteurs et les institutions de domination, concerne donc tous les individus dans toutes les sociétés à travers le monde.

Car ce qu'appellent désormais avec mépris et réprobation les décoloniaux aujourd'hui, « l'appropriation culturelle » est un des moteur du progrès de l'humanité. Mais bien sûr ces nouveaux racistes que sont les partisans du wokisme nient l'existence d'une humanité une à travers le temps et l'espace. Et c'est pour cela aussi qu'ils sont en luttent contre nous autres laïques.